

Migration de transit à partir du Maroc : Les nombres, les implications...

Mehdi Lahlou, Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée

Résumé

Le Maroc a pu apparaître, depuis le début du siècle actuel, et pendant certaines années, comme le principal couloir de migration de transit – essentiellement irrégulière - entre l'Afrique et le continent européen. Toutefois, les événements géopolitiques importants intervenus dans différents pays du pourtour méditerranéen, depuis ce qui a été qualifié de Printemps arabe, pendant les années 2010 et 2011, ont fait passer les “quelques milliers de migrants” de transit vers l'Europe qu'il enregistrait annuellement pour un nombre négligeable par rapport aux flux venus du Moyen Orient et de Libye, entre 2015 et 2017 d'abord, puis depuis 2021.

De la sorte, si le Maroc représente, avec plus de 5 millions d'émigrés, un pays relativement important de départ de ses nationaux vers différents continents, il n'est qu'un petit pays d'accueil et de transit pour les migrants étrangers à la recherche de meilleures conditions de vie en dehors de leurs régions d'origine.

Cette configuration a été, au cours du dernier quart de siècle, à la base de la politique migratoire marocaine récente, surtout si on prend en compte les relations économiques, financières et politiques particulières qui lient le Maroc à l'Union européenne. Une politique qui, par ses différentes facettes, constitue une sorte de référence théorique et opérationnelle dans les relations Nord/Sud de toutes sortes instaurées entre pays de départ, de transit et d'accueil final, depuis que la question migratoire est devenue un enjeu majeur des rapports entre nations riches – attractives de toutes formes de migration, et nations qui le sont (beaucoup) moins, a priori “répulsives” pour une partie de leurs jeunessees, et pas que. Dans ce texte, nous présenterons dans une première partie, après l'explicitation d'un ensemble de notions en rapport avec les migrations, les évolutions chiffrées relevées au cours des dernières années dans les couloirs migratoires Afrique/Europe, avec une mention particulière à la place du Maroc dans ces mêmes couloirs.

Dans une deuxième partie, nous évoquerons les conséquences de telles évolutions sur les politiques migratoires marocaines, en les replaçant dans le cadre géopolitique, socio-économique et sécuritaire qui est celui de la Méditerranée depuis l'implosion de l'ordre régional qui avait cours jusqu'aux années 2010/2011.

Bio

Mehdi Lahlou est professeur d'économie. Il a enseigné à l'Institut National de la Statistique et d'économie appliquée à Rabat, au Maroc, et a été chercheur associé à Mohammed V Université de Rabat. Il a été chercheur collaborateur dans le cadre du projet Horizon 2020 GREASE : Gouvernance de la diversité religieuse en Europe, en Asie et en Afrique du Nord. Il est membre du comité consultatif du projet européen Horizon 2020 Co-radicalisation des jeunes en Europe : islamophobie contre l'islamisme. Il coordonne le projet Méditerranéen City-to-City Migration, soutenu par le Centre international pour le développement des politiques migratoires et le retour au nouveau Programme Opportunités, soutenu par l'Institut de Coopération Internationale du Deutscher Volkshochschul-Verband e.V. et Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit. Des collaborations récentes ont été entreprises avec l'Université de Keele - Royaume-Uni (au sein d'un projet, appelé MADAR) et avec des collègues de l'Institut universitaire européen, Université de Montréal, l'Université de Paris, l'Institut d'études politiques et l'Université Lucian Blaga de Sibiu. Il est membre de la Plateforme de connaissances sur la gouvernance des migrations en Afrique. Il est titulaire d'un doctorat en économie obtenu en 1982 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.